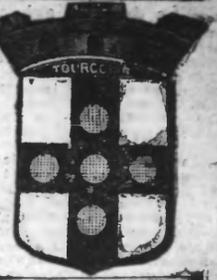




# L'ÉGALITÉ

## de Roubaix - Tourcoing



**ABONNEMENTS** — Trois mois 4 fr. 50 Six mois 8 fr. Un an 15 fr.

**Autres Départements** — Trois mois 5 fr. 50 Six mois 10 fr. Un an 18 fr.

Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

**RÉDACTION ET ADMINISTRATION**  
ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desurmont, 12, TOURCOING  
Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

**ANNONCES**  
A ROUBAIX, 93, Grande-Rue.  
A TOURCOING, 12, Rue Desurmont.  
A LILLE, 28, Rue de Fives.

### INFORMATIONS (Par Service Spécial)

#### AFFAIRES DU SIAM

On télégraphie de Bangkok au Times : « On critique vivement l'abandon de la partie du Kiang-Kheng située au-delà du Mékong. On croit savoir, néanmoins, que les troupes britanniques seront retirées du Muong-Sing à très bref délai. »

#### LE MARQUIS DE NAYVE

Paris, 20 janvier. — Sait-on ce qu'est devenu M. de Nayve ? Le marquis, en arrivant dans la capitale, a changé de nom et s'appelle aujourd'hui M. de Combes et habite rue des Ecoles, 50. Il a sollicité un poste de professeur de mathématiques dans un établissement de l'Etat, mais sa demande n'a pas reçu un accueil favorable.

#### EN ALLEMAGNE

Berlin, 20 janvier. — Le Vorwärts continue à se signaler par des indiscrétions sensationnelles. Il vient encore d'avoir communication d'un document militaire officiel bien qu'il fut destiné à être connu du public. Il a publié, en effet, la copie d'un décret de grâces accordées à des militaires, qui ne devait paraître que le lendemain.

#### LES VIEILLARDS TRAGIQUES

Albi, 20 janvier. — A Facoussens, canton de Labruguière, un septuagénaire, Pierre Blanc, poursuivait depuis longtemps de ses assiduités la jeune Marie Colombier, âgée de dix-sept ans. Furieux de se voir repoussé, il tira sur elle un coup de fusil et un second coup sur son père, qui se portait à son secours.

#### LES ESPAGNOLS A CUBA

Madrid, 20 janvier. — Le maréchal Martínez Campos s'est embarqué sur le paquebot revenant en Espagne. Le gouvernement désire nommer le maréchal président de la cour suprême de justice militaire et, malheureusement, le décret de nomination paraîtra à la Gazette.

#### LES ESPAGNOLS A CUBA

Madrid, 20 janvier. — Le général Weyler est arrivé à Madrid. Il a dit que, suivant les circonstances, il demanderait qu'on lui fût faite preuve de tolérance. Il croit que la situation est grave ; dans toutes les provinces qui sont envahies par les insurgés, il mettra des forces considérables et tâchera d'expulser les insurgés de chaque province, l'une après l'autre. Il se conformera toujours strictement aux ordres du gouvernement.

#### QUADRUPLE ASSASSINAT

Cambrai, 20 janvier. — Un épouvantable forfait a été commis : une femme et trois enfants ont été assassinés à Sainte-Claire-sur-Liette : la découverte des cadavres a été faite par un bien dans le bois de la Chesnaye.

#### LES GRANDES MANŒUVRES

Paris, 20 janvier. — On s'attendait à ce que les opérations s'effectuassent entre Sarlat et Souillac (Lot). Le président de la République, le ministre de la guerre et les missions militaires étrangères assisteront à la revue finale qui aura lieu aux environs de Cahors.

#### EN ALSACE-LORRAINE

Strasbourg, 20 janvier. — Les socialistes gagnent de plus en plus du terrain en Alsace-Lorraine. C'est ainsi qu'après avoir réuni d'assez importantes majorités aux récentes élections pour le Reichstag, ils ont réussi à faire élire leur candidat au conseil général dans le troisième canton de Strasbourg. Ce candidat était le citoyen Boehle, qui abattu M. Metz, le candidat libéral.

#### L'EXTRADITION D'ARTON

Londres, 20 janvier. — L'affaire Arton est revenue aujourd'hui devant le lord chief justice. Le sollicitor général continue les explications commencées samedi pour montrer que la falsification des comptes rendus parmi les cas prévus dans le traité d'extradition.

#### OUVRIERS TERRORISÉS

Paris, 20 janvier. — Comme le personnel des poudreries de l'Etat, les ouvriers de la fonderie de Ruelle sont soumis à une discipline toute militaire. Mais il paraît que cette discipline, déjà fort rigoureuse, est devenue tyrannique et que les fondeurs ne sont plus traités comme des hommes qui consacrent leur labeur et leurs efforts au service de la défense nationale.

#### OU VA-T-ELLE ?

Londres, 20 janvier. — On annonce que l'escadre volante quittera Spithead demain et passera devant Cowes. La reine assistera au défilé des navires, du parc du château d'Osborne. La destination de la flotte est toujours tenue secrète.

#### PRÊTRES ET JOURNALISTES

Tarbes, 20 janvier. — Samedi est venu devant le tribunal correctionnel de Tarbes, présidé par M. Brouste, le procès en diffamation intenté par les 386 prêtres pyrénéens contre l'Echo de Paris. L'article incriminé : « En vacances », a paru le 21 août 1895 sous la signature de Tybal, pseudonyme de notre décent compatriote Tailhade.

La discussion au point de vue légal se poursuit péniblement. Les juges posent de nombreuses questions : il semble difficile de s'accorder sur les versions anglaise et française du traité d'extradition. On revient vingt fois sur le même argument sans faire un pas vers la solution.

Enfin, on ajourne l'audience à deux heures pour permettre de prendre un lunch. Londres, 20 janvier.

#### LA QUESTION D'ARTON

L'affaire Arton est terminée mais la décision des juges est ajournée. Sine die.

#### LES MESURES BLESANTES

Les mesures blessantes de sévérité et de surveillance employées dans l'établissement dépasseraient toute limite. Le ministre est informé par de vives protestations de cet état de choses qui menace de provoquer un soulèvement contre les officiers qui en sont les auteurs.

#### ON NESAURAIT NIER

On nesaurlt nier que l'arrivée aux affaires du ministère Bourgeois a produit dans tout le pays républicain une sensation de détente et de soulagement. A coup sûr le Cabinet est loin d'avoir pris toutes les mesures qui nous apparaissent comme indispensables. Plus d'un fonctionnaire demeure en place qu'il eût été urgent de rendre à ses chères études.

#### MAIS, AU VRAI, NOUS SERIONS MAL

venus à reprocher au ministère de ne pas faire notre politique. Nous ne lui avons jamais demandé et il ne nous l'a pas promis.

#### POUR MESURER L'INTÉRÊT

que peut présenter à nos yeux le maintien du cabinet, il suffit peut-être de jeter les yeux sur nos ennemis. Modérés, opportunistes, ralliés, toute la haute finance, toute la grande spéculation, tous ceux qu'atteint dans leurs œuvres vives la loi sur les incompatibilités, tous ceux qui frémissent d'horreur aux seuls mots d'impôt sur le revenu ne tarissent pas en doléances et en imprécations.

#### L'UN DES PLUS QUALIFIÉS D'ENTRE EUX

M. Léon Say, déclarait publiquement l'autre jour, dans une harangue de dessert, qu'il comptait bien sur la division prochaine des socialistes pour jeter bas ce ministère abominable. Quand on nourrit de si machiavéliques espérances, il serait bon peut-être de ne pas les crier par dessus les toits. Oui, c'est le devoir des élus socialistes tout en continuant de garder avec un soin jaloux leur indépendance de jugement et de vote, de ne rien faire, s'ils n'y sont amenés par les fautes du ministère, qui puisse servir, au grand détriment du pays républicain et des syndicats ouvriers, la politique de leurs pires ennemis.

#### MAIS PRÉCISÉMENT PARCE

que la saine raison, le juste sentiment de leurs devoirs envers la démocratie socialiste commandent à ses élus d'observer cette attitude envers les personnes, il importe qu'au point de vue des idées ils poursuivent, avec une énergie redoublée, leur campagne de propagande.

#### ILS NE GUILLOTINERONT PERSONNE

car depuis 1793, le « char du progrès » a parcouru du chemin. Après avoir éprouvé cahots et soubresauts, occasionnés par une bastille qui croule ou une tête de roi qui tombe, ce malheureux char a été jeté hors de sa voie par les capitaux accumulés et les grandes usines construites.

#### L'INSTRUMENT DE GUILLOTIN

peut employer le Proletariat pour débayer sa roue n'est pas aussi barbare que celui qui a servi à la Bourgeoisie.

#### LA DÉCEPTION SERAIT TROP RUDÉ

Non, rôle est précisément de démontrer sous ses yeux les rouages de la société capitaliste, de lui en expliquer le jeu et les résultats inévitables. Il faut changer la machine si l'on veut changer les produits.

#### LE SOCIALISME SEUL, INTERPRÉTÉ

exact et docile des phénomènes économiques, détient une solution. Nous n'ignorons pas que pour y aboutir, il faudra passer par une série d'étapes. Nous sommes en marche pour les franchir. Mais si nous acceptons volontiers pour compagnons de route tous les hommes de bonne foi qui s'efforcent à nous pour faire de concert une partie du chemin, nous ne laisserons jamais oublier ou obscurcir le but final où nous entraîne l'irrésistible logique des choses.

#### A GENOUX

Nous nous doutions déjà que les ambassadeurs ne sont point envoyés auprès des souverains étrangers pour parler avec eux de la pluie et du beau temps, exclusivement ; mais nous ignorions et nous n'aurions jamais soupçonné qu'ils doivent prêter une oreille complaisante au récit de leurs méfaits, voire aux ordres que veulent bien y verser leurs augustes hâtes.

Le Temps nous l'assure et nous nous en voudrions de mettre en doute, fût-ce une minute, l'autorité de cette feuille d'autant plus compétente en la matière qu'elle est également dévouée à tous les gouvernements.

### DOUBLE ACTION

Le socialisme seul, interprété exact et docile des phénomènes économiques, détient une solution. Nous n'ignorons pas que pour y aboutir, il faudra passer par une série d'étapes. Nous sommes en marche pour les franchir. Mais si nous acceptons volontiers pour compagnons de route tous les hommes de bonne foi qui s'efforcent à nous pour faire de concert une partie du chemin, nous ne laisserons jamais oublier ou obscurcir le but final où nous entraîne l'irrésistible logique des choses.

#### A MILLERAND

Député de la Seine.

### A GENOUX

Nous nous doutions déjà que les ambassadeurs ne sont point envoyés auprès des souverains étrangers pour parler avec eux de la pluie et du beau temps, exclusivement ; mais nous ignorions et nous n'aurions jamais soupçonné qu'ils doivent prêter une oreille complaisante au récit de leurs méfaits, voire aux ordres que veulent bien y verser leurs augustes hâtes.

#### LA QUESTION EST VENUE SUR

le tapis à propos du rappel de M. Lefebvre de Béhaine qui se faisait, auprès de ses chefs hiérarchiques, l'interprète complaisant, le truchement zélé des ramontrances papales. Quand Léon XIII avait à se plaindre de la France, il s'en confiait à Lefebvre qui le répétait au gouvernement de son pays. Quand Sa Sainteté avait un ordre à donner à la République française, c'est encore M. Lefebvre, dédicémeur trop sans gêne, bien que sans bâton de maréchal, qui, l'air fier, le transmettait à destination.

#### LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

a jugé que cette attitude de l'ambassadeur d'un grand pays, si elle offrait des courbes gracieuses, finissait, un jour ou l'autre, par fatiguer celui qui l'observait et par humilier ceux qu'il représentait. Il a rappelé M. Lefebvre à plus de dignité et à Paris.

#### VOILÉ CE QUE LE TEMPS NE PEUT SOUFFRIR

Il s'empare contre cette décision. Pour lui, il faut tout recevoir avec bonne grâce, les coups de pied au derrière et les gratifications, surtout quand les uns et les autres nous viennent du vicar de Jésus-Christ.

#### CETTE THÈSE BLESSE CRUELLEMENT

notre dignité nationale ; mais elle convient à des hommes qui, comme les directeurs du Temps, ont tant besoin d'indulgences.

#### L'ORDRE EN ITALIE

La misère, à l'état chronique en Italie, ne s'atténue pas précisément avec la ruineuse politique crispinienne. Les deux grands procédés de gouvernement mis en œuvre par la monarchie saoyarde : *domicilio coatto* et dérivatifs coloniaux, ne calment pas assez les crampes d'estomac pour empêcher de temps à autre, l'explosion des révoltes.

#### TROIS MILLE OUVRIERS

ont parcouru les rues en criant : « Nous voulons du pain et du travail ! » et en sommant les autorités de leur en donner.

#### LES FONCTIONNAIRES ROYAUX

se sont contentés, comme c'est l'habitude, de faire des promesses et d'appeler des troupes, mesures qui, parait-il, sont moins coûteuses et qui, d'après les journaux officiels, ont permis — pour le moment — de « rétablir l'ordre. »

#### A PROPOS DU DUEL

Les socialistes doivent-ils se battre ? — Ce que Vandervelde pense du duel (D'un correspondant) Bruxelles, 20 janvier.

#### IL FALLAIT S'ATTENDRE

à voir l'incident Vandervelde-Wraecken exploité par les honnêtes conservateurs, — quelle que fut sa solution.

#### NOUVELLES A LA MAIN

Entendu à la gare de Lille : Une dame au cartage opulent à un monsieur âgé qui vient de l'assister dans une séparation évidente de deux personnes : — Je ne me serais jamais cru si sensible ! — Vous ne vous en êtes jamais aperçu ? — Les gros soupis ! — Le fait est qu'un petit aurait jamais !

### LE PARLEMENT

#### CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 20 janvier 1896

Présidence de M. Henri Brisson, président. La séance est ouverte à 2 heures. La salle est encore à peu près vide de députés. Au banc des ministres sont MM. Doumer, Guyot-Dessaigne et Ricard.

M. Hubbard arrive muni d'une serviette bourrée de dossiers et prend place à son banc ; il est nerveux et agité.

Successivement MM. Bourgeois, Fleury-Ravarin et Siegfried viennent s'entretenir avec M. Brisson.

M. le président. — M. le président du Sénat m'a fait connaître que le bureau de cette assemblée est définitivement constitué.

La Question du bimétallisme. J'ai reçu de M. Jourdan (Var) une demande d'interpellation à M. le ministre des finances sur la question du bimétallisme.

M. Bourgeois, ministre des finances. — Je demande que cette interpellation soit ajournée. (Adopté.)

Interpellation Hubbard. M. le président. — J'ai reçu de M. Hubbard une demande d'interpellation sur les circonstances dans lesquelles s'est produit la fuite de M. Virac-Desroziers.

M. Bourgeois, ministre des finances. — D'accord avec M. Hubbard, je demande que la discussion de cette interpellation ait lieu samedi.

La fixation à samedi est adoptée.

Les phosphates algériens. M. Guyot-Dessaigne, ministre des travaux publics, dépose un projet de loi réglant les conditions dans lesquelles seront accordées les concessions d'exploitation des phosphates en Algérie.

Un écho du Panama. M. le président. — J'ai reçu de M. le vicomte d'Hugues une demande d'interpellation sur la nomination dans la légion d'honneur de M. Barot.

M. le président du conseil. — Je n'ai pas les renseignements suffisants pour répondre de suite à cette interpellation. Je demande la fixation à jeudi.

M. d'Hugues. — Tous les renseignements sont dans le rapport de M. Vallée.

M. Vallée. — Il s'agit de son frère. (Rires.) La fixation à jeudi est ordonnée.

M. de Eudry d'Asson dépose un projet de résolution, pour lequel il demande l'urgence.

L'urgence est repoussée à mains levées.

Fixation de l'ordre du jour. M. le président. — J'invite la Chambre à régler son ordre du jour.

M. Guilleme, ministre des colonies. — Je demande à la Chambre de mettre à l'ordre du jour, après l'interpellation de M. Vaillant, la discussion du rapport de M. Krantz sur l'emprunt de l'Indo-Chine. (Adopté.)

L'ordre du jour commencera ainsi : 1° Interpellation de M. Vaillant sur le chômage ; 2° projet d'emprunt sur le Tonkin.

M. Méline. — Je demande la mise à l'ordre du jour, après l'interpellation de M. Vaillant, de la discussion des projets de loi relatifs à la réglementation des halles centrales, au régime des animations et glucoses et à la repression de la fraude dans le commerce des beurres.

M. le président du conseil. — J'accepte la mise à l'ordre du jour des divers projets énumérés par M. Méline, sauf le projet relatif à la réglementation des halles pour lequel je demande un délai de quelques jours.

M. Darlan. — Je demande qu'après la loi sur l'emprunt de l'Annam et du Tonkin, on discute les conclusions du rapport de la commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation un ancien ministre des travaux publics.

M. Bayasol bondit à la tribune. (Mouvement d'attention.) L'opinion cette proposition de toutes mes forces. Il y a un an qu'on a mis en doute l'honneur d'un membre de la Chambre. Depuis huit mois, le rapport est fait et déposé. Il est de toute justice de le discuter le plus tôt possible, et je demande que cette discussion soit ajournée. (Très bien au centre.)

La fixation au rang demandé par M. Darlan est ordonnée.

Contant. — Je demande la mise à l'ordre du jour du rapport de M. Berry sur la suppression des bureaux de placement.

La Chambre place à l'ordre du jour, la loi sur les glucoses, la loi sur la fraude des beurres, puis la loi sur les halles centrales.

M. René Brice. — Je demande à placer à la suite de la loi pendant à établir un droit de douane sur les minerais de plomb introduits en France.

M. Rabier. — Après la loi sur les bureaux de placement, je demande à ce que nous reprenions l'ancien ordre du jour. (Très bien.)

M. de Mahy. — Je demande la mise en tête de l'ordre du jour d'une des plus prochaines séances la discussion de la loi sur les cadres de la marine à la condition qu'il n'y ait pas de discussion.

La mise à l'ordre du jour est adoptée.

M. Hevier-Lapierre. — Je demande d'accord avec le gouvernement, la mise à l'ordre du jour, après la loi sur les bureaux de placement, du rapport de M. Descaubes, sur la situation des mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer.

M. Bouquet exhorte un vieux prêtre déposé il y a quatorze ou quinze ans, relatif à la prestation du serment religieux devant les cours et tribunaux.

M. Siegfried. — Je demande l'assassinat.

Un propriétaire impitoyable avait obtenu un jugement d'expulsion contre un de ses locataires, M. B., qui lui devait une misérable somme de vingt francs.

Le dimanche 7 heures du matin, par une température de 7 degrés sous zéro, l'huissier instrumentant flanqué de deux records, se présenta chez B. pour exécuter le jugement.

(DIVERS JOURNAUX)